



**MINISTÈRE  
DES TRANSPORTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS ET DES MOBILITES**

**AUTORITE ORGANISATRICE DES SERVICES FERROVIAIRES NATIONAUX DE VOYAGEURS**

**Procédure d'attribution du contrat de service public pour la fourniture de  
services de transport ferroviaire de voyageurs sur les lignes entre Paris et  
Clermont-Ferrand et entre Paris, Limoges et Toulouse**

**Document descriptif relatif à l'avis de concession**

**DGITM-DTFFP-SFC1-07-2026**

Date limite de réception des candidatures :

30 avril 2026 à 17h00

## Préambule

Par référence à l'avis de concession susmentionné et en raison des restrictions relatives au nombre de caractères pouvant y figurer, les candidats ont l'obligation de prendre connaissance et de présenter leurs dossiers de candidature sur la base du présent document descriptif, qui comprend (1) des informations sur la procédure de passation, (2) les informations relatives aux conditions de participation et (3) des informations complémentaires.

## I. PROCEDURE D'ATTRIBUTION

### 1. Procédure restreinte et sélection des candidatures

Le terme « Candidat » désigne l'opérateur économique qui se porte candidat à la présente procédure, soit sous forme individuelle, soit sous forme de groupement d'opérateurs économiques quelle que soit sa forme juridique.

La procédure d'attribution respecte les exigences de l'article L.2121-17-1 du Code des transports et suit les règles de procédure de passation du contrat de service public conformément aux dispositions susvisées.

Il s'agit d'une procédure restreinte.

Seuls les candidats dont la candidature aura été admise pourront déposer une offre et auront accès aux documents de la consultation définissant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations à assurer, les conditions de remise des offres et les critères de jugement des offres.

Dans ce cadre, l'État communiquera les informations nécessaires à la constitution des offres dans des conditions garantissant l'égalité de traitement des candidats et la transparence de la procédure.

Dans des conditions qui seront précisées dans ce dossier, l'État se réserve la possibilité d'organiser un dialogue puis de demander aux candidats de remettre plusieurs offres successives et, conformément à l'article L.3124-1 du Code de la commande publique, d'organiser une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires.

Pour être admises, les candidatures ne doivent entrer dans aucun des cas suivants :

- 1° Candidature incomplète : le cas échéant après mise en œuvre des dispositions de l'article R. 3123-20 du Code de la commande publique, ou contenant de faux renseignements ou documents ;
- 2° Candidature irrecevable : est irrecevable une candidature présentée par un candidat qui ne peut participer à la procédure de passation en application des articles L.3123-1 à L.3123-14, L.3123-16 et L.3123-17 du Code de la commande publique ou qui ne possède pas les capacités ou les aptitudes exigées par l'État. Sur ce dernier point, les documents de la candidature doivent en effet démontrer que le candidat dispose :
  - ✓ De l'aptitude à exercer l'activité professionnelle,
  - ✓ De la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du contrat de service public,
  - ✓ Ainsi que de l'aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

## **2. Société Dédiée**

Dans tous les cas, le Contrat de Service Public ne pourra être conclu qu'avec une société *ad hoc* qui se substituera au Candidat.

Si le Candidat est un groupement, la candidature devra préciser les futurs actionnaires de la Société Dédiée.

Les exigences relatives à la Société Dédiée seront précisées dans les documents de la consultation.

## **3. Modification du Groupement**

Les groupements ne pourront pas modifier leur composition sans autorisation préalable de l'État entre la remise des candidatures et l'entrée en vigueur du Contrat de Service Public, une telle modification pouvant consister dans l'adjonction ou la suppression d'un membre du groupement ou encore dans la modification de la liste des membres du groupement qui auront été indiqués comme les futurs actionnaires de la Société Dédiée.

Cette modification peut notamment résulter d'une opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait.

La demande d'autorisation expose les raisons pour lesquelles la composition du groupement est modifiée, la justification de la nécessité de cette modification de la composition du groupement et démontre que le groupement transformé répond à l'ensemble des conditions de recevabilité de la candidature. En cas de remplacement d'un membre du groupement par un autre nouveau membre, de présentation d'un nouveau sous-traitant ou d'une entreprise liée, le groupement transformé doit produire pour cette nouvelle entité, l'ensemble des pièces de la candidature relatives à la recevabilité de la candidature figurant au paragraphe II ci-après.

L'Etat se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de recevabilité de la candidature définies au paragraphe II ci-après.

## **4. Recevabilité des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, l'État analyse la complétude des pièces ou informations dont la production était obligatoire au titre du présent document. En cas de manquement constaté, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié. Il informe alors les autres candidats de la mise en œuvre de la présente disposition.

## **5. Mode de transmission des candidatures**

Comme indiqué dans l'avis de concession, les candidatures doivent être transmises par voie électronique via :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2936607&orgAcronyme=d4t>

Lorsque la signature des documents de la candidature est exigée, cette signature devra respecter les exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique (NOR : ECOM1830224A).

#### Copie de sauvegarde

Une copie de sauvegarde établie sur support physique électronique devra être remise par le candidat, avec signature électronique conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation : DGITM-DTFFP-SFC1-07-2026
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'un des cas suivants :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures transmises.  
La trace de cette malveillance est conservée ;
2. Lorsqu'une candidature est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ait commencée avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'autorité concédante.

Le candidat ou le soumissionnaire envoie ou dépose sa copie de sauvegarde selon tout mode de transmission permettant de donner date certaine à la date et l'heure de réception, le fait à l'adresse suivante :

<p style="text-align: center;">« Copie de sauvegarde »</p> <p style="text-align: center;">« Contrat de service public pour la fourniture de services de transport ferroviaire de voyageurs sur les lignes entre Paris et Clermont-Ferrand et entre Paris, Limoges et Toulouse. »</p> <p style="text-align: center;">Nom ou dénomination du candidat</p> <p style="text-align: center;">Ministère des Transports Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités (DGITM) Direction des transports ferroviaires, fluviaux et des ports (DTFFP) Sous-direction des services ferroviaires et des transports collectifs (SFC) Autorité organisatrice des services ferroviaires nationaux de voyageurs (SFC1)</p> <p style="text-align: center;">A l'attention de M. Kévin BERGER</p> <p style="text-align: center;">Tour Séquoïa, 1 place Carpeaux 92055 La Défense cedex</p>
--

#### **6. Prime de participation**

Les soumissionnaires pourront chacun prétendre au versement d'une indemnité d'un montant d'au moins 400 000 € qui sera modulée en fonction des étapes auxquelles le candidat concerné sera admis à remettre des offres et aura remis une offre, et sur justificatifs pour les phases de remise d'offres. Les conditions d'indemnisation seront précisées dans le dossier de consultation.

## **7. Information en cas de rejet des candidatures**

L'État notifie sans délai à chaque candidat concerné sa décision de rejeter sa candidature. Cette notification précise les motifs de ce rejet.

## **II. DOCUMENTS DE LA CANDIDATURE**

Le dossier de candidature devra comprendre pour chaque candidat et, en cas de groupement d'entreprises, pour chaque membre du groupement (à l'exception de la pièce « a »), les documents suivants :

### **1. Pièces administratives**

- a. Une lettre de candidature (formulaire DC1 recommandé), complétée et signée par une personne habilitée à engager le candidat. En cas de groupement, le document indiquera la composition et la forme du groupement, le nom de l'entreprise ou la société mandataire. Il sera à compléter par chaque membre du groupement le cas échéant.
- b. Le numéro unique d'identification prévu par l'article 3 de la loi du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle et délivré par l'Institut national de la statistique et des études économiques. Les personnes ayant commencé leur activité depuis moins d'un an peuvent produire un récépissé de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un document équivalent.
- c. Éventuellement, la ou les délégation(s) de signature de la personne signataire des pièces de la candidature l'habilitant à représenter l'entité candidate.
- d. En cas de groupement et si chaque membre ne signe pas les pièces de la candidature, un pouvoir de chaque membre du groupement désignant le mandataire habilité à signer les pièces de la candidature (et de l'offre) en leur nom et pour leur compte.
- e. La présentation du candidat seul ou de chacun des membres du groupement : nom ou dénomination, adresse du siège social, forme juridique, montant et composition du capital social, groupe d'appartenance, identité du représentant habilité.
- f. Une déclaration sur l'honneur, datée et signée, attestant :
  - Que le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L.3123-1 à L.3123-14 du Code de la commande publique.
  - Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L. 3123-18 et L.3123-19 du Code de la commande publique, sont exacts.
- g. Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents établissant que le candidat a souscrit aux déclarations et acquitté les impôts et cotisations prévus aux articles 1 et 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique. Ce document devra être fourni au plus tard avant l'attribution du contrat.

- h. Une attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile professionnelle de l'entreprise candidate pour l'année en cours de validité.
- i. La confirmation de l'adresse unique de courriel du candidat ou du groupement communiqué lors de l'identification sur la plateforme électronique prévue à l'article I du présent document que l'État pourra utiliser durant toute la consultation notamment pour adresser au candidat toute demande de précision ou de complément, pour répondre aux questions des candidats et pour porter à leur connaissance toute information.
- j. Une note du candidat (ou de chaque membre du groupement si c'est un groupement), datée et signée électroniquement par une personne habilitée à l'engager, établissant qu'il ne crée pas, par sa participation à la candidature, ou par celle de l'un de ses salariés ou consultants, une situation de conflit d'intérêts, ou, si tel était le cas, les conditions dans lesquelles il pourrait y être remédié. La définition du conflit d'intérêts est celle mentionnée au deuxième alinéa de l'article L.3123-10 du Code de la commande publique.

L'État se réserve le droit d'exclure la candidature, après avoir mis le candidat à même de présenter ses observations, d'établir dans un délai raisonnable et par tout moyen qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements précédemment énoncés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du contrat de service public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

## **2. Pièces économiques et financières (compléments à la rubrique III.1.2 de l'avis de concession)**

- a. La déclaration indiquant le chiffre d'affaires annuel global sur les 3 derniers exercices clos disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, ainsi que la part correspondant aux prestations objet du contrat de service public, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles :
  - De la société candidate et, en cas de groupement, de chacune des sociétés candidates ;
  - Du domaine d'activité faisant l'objet du contrat de service public, de la société candidate, et en cas de groupement, de chacune des sociétés candidates ;
  - De (le cas échéant) la société mère de la société candidate, et en cas de groupement, des sociétés mères de chacune des sociétés candidates.
- b. Les bilans ou extraits de bilan concernant les trois derniers exercices clos disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles :
  - De la société candidate et, en cas de groupement de chacune des sociétés candidates ;
  - De (le cas échéant) la société mère de la société candidate, et en cas de groupement, des sociétés mères de chacune des sociétés candidates.
- c. Le cas échéant, la répartition du capital social de chaque société membre du groupement.

### **3. Pièces techniques et professionnelles (compléments à la rubrique III.1.3 de l'avis de concession)**

- a. Une déclaration des moyens en personnel en précisant : le nombre de salariés travaillant à temps plein et le nombre de salariés travaillant à temps partiel, en distinguant les salariés chargés de l'encadrement ;
- b. Une note de 10 pages environ permettant à l'État de vérifier que le candidat ou le groupement candidat dispose des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du contrat envisagé, et en particulier de l'expertise, de l'organisation ainsi que des moyens matériels et humains qui lui permettront d'assurer notamment la continuité du service public, ainsi que l'égalité des usagers devant le service public ;
- c. Une liste de références pour l'exploitation de services ferroviaires de voyageurs et d'installations de maintenance (montant, date d'exécution, nature des prestations et identité du donneur d'ordre sauf confidentialité) de ces trois dernières années ou de toute autre référence démontrant la capacité à assurer l'exécution du service public de transport ferroviaire de voyageurs, indiquant pour chaque référence, notamment :
  - a. Montant (chiffre d'affaires en précisant la contribution éventuelle)
  - b. Date d'exécution
  - c. Nature des prestations
  - d. Identité du donneur d'ordre sauf confidentialité
  - e. La technologie mise en œuvre
  - f. Le nombre de véhicules exploités
  - g. Le nombre de passagers transportés
  - h. Les engagements commerciaux, de sécurité et de qualité de service
  - i. Le type et la durée du contrat
  - j. L'entité titulaire du contrat et le lien entre celle-ci et le candidat tel que décrit dans les pièces administratives, en cas de groupement, le préciser
  - k. La part de sous-traitance dans l'exécution de chacun d'entre eux.

### **III. SOCIÉTÉS EN COURS DE CONSTITUTION**

Les sociétés en cours de constitution ou nouvellement créées devront fournir les éléments d'information disponibles à la date limite de remise des candidatures justifiant des informations et documents demandés ou, si elles n'en disposent pas, elles pourront justifier de leurs capacités par tout autre moyen équivalent susceptible de permettre d'apprécier leurs moyens (financiers, humains, matériels), ainsi que la liste des éventuelles prestations en cours en précisant pour chacune d'elles le montant et la nature des prestations exécutées.

La sélection des candidatures ne s'appliquera que sur les seuls documents fournis dès lors qu'elles apportent la preuve, par tout moyen, d'être en cours de constitution ou nouvellement créées.

#### **IV. CANDIDATURES EN GROUPEMENT**

Les candidatures en groupement sont admises.

Un opérateur économique se présentant en groupement ne pourra pas présenter une offre dans le cadre d'un autre groupement ou en qualité de candidat individuel.

#### **V. ORGANISATION DU FUTUR EXPLOITANT**

Le nouvel exploitant est libre de se présenter sous la forme juridique de son choix pour la candidature.

#### **VI. CAPACITES DE TIERS**

Dans l'hypothèse où le candidat souhaiterait que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et/ou financières d'une ou de plusieurs entreprises juridiquement distinctes, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent, il devra justifier des capacités de cette ou de ces entreprises. Le candidat apporte la preuve qu'il en disposera pendant toute l'exécution du contrat.

#### **VII. LANGUE FRANCAISE**

La langue de la présente procédure étant le français, les documents délivrés dans une langue étrangère devront être accompagnés d'une traduction en langue française.

#### **VIII. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

En complément de l'avis de concession, les informations complémentaires suivantes sont portées à la connaissance des candidats :

- Le calendrier prévisionnel de la procédure est, à titre indicatif, le suivant :
  - ✓ La sélection des candidats intervient à la fin du mois de mai 2026 ;
  - ✓ Le dossier de consultation, incluant notamment le règlement de consultation et le projet de contrat de service public, sera communiqué aux candidats retenus au début du mois de juin 2026 ;
  - ✓ La date prévisionnelle de début d'exploitation des services est fixée pour le service annuel 2030 ;
  - ✓ La notification du contrat interviendra au minimum 18 mois avant le début d'exploitation des services.
- La durée du contrat de service public est fixée à titre indicatif de onze [11] ans et six [6] mois minimum. Elle tient compte notamment de la période de pré-exploitation susmentionnée de 18 mois au minimum.
- La fréquentation annuelle s'élève à environ 1.87 millions de voyageurs sur la ligne Paris-Clermont-Ferrand et à environ 2.71 millions de voyageurs sur la ligne Paris-Limoges-Toulouse.

- L'État attend du titulaire du contrat envisagé qu'il assume tout ou partie du risque lié à l'exploitation. La part de risque ayant vocation à être transférée à l'exploitant sera précisée dans les documents de la consultation.
- Le titulaire du contrat de service public percevra une contribution financière de l'État.
- Le contrat envisagé pourra autoriser le titulaire à percevoir des recettes annexes et préciser les conditions et limites dans lesquelles ces recettes participent à sa rémunération.
- L'attributaire du contrat de service public devra faire son affaire de l'obtention des habilitations nécessaires à l'exécution du contrat, et notamment des autorisations, licences, agréments ou certificats qui seraient requis par les règles applicables aux entreprises ferroviaires, à la sécurité des circulations ferroviaires, l'acquisition et la mise sur le marché de matériel roulant neuf, ainsi que l'entretien du matériel roulant ferroviaire.